

**République Centrafricaine**  
**Unité – Dignité – Travail**



**ALLOCUTION**  
**DE**  
**Son Excellence Madame Catherine SAMBA-PANZA**  
**Chef de l'Etat de la Transition,**

**Devant**

**Le Comité Politique de Sécurité de l'Union Européenne**

**Bruxelles, le 26 mai 2015**

Madame la Haute Représentante,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs représentants des Etats-membres au  
Comité Politique et de Sécurité,  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,

Je mesure l'opportunité qui m'est offerte, lors de ce déplacement au sein des instances de l'Union Européenne, de pouvoir m'exprimer devant celles et ceux qui contribuent, au meilleur niveau, à la définition des politiques communes en matière de sécurité au sens large.

Je compte tout d'abord vous exprimer la profonde reconnaissance de mon peuple pour les efforts consentis par l'Union Européenne qui a su prendre des risques pour engager des militaires et des moyens afin d'aider la RCA dans une des périodes les plus sombres de sa jeune histoire.

Ces risques méritaient d'être courus, car de manière indiscutable la situation s'est considérablement améliorée depuis le début de la Transition que j'ai l'honneur et la lourde charge de diriger.

Je viens ici pour vous en convaincre, ainsi que pour vous exhorter de tout mon cœur à ne pas baisser le niveau de votre appui à mon pays en un temps où les fragilités demeurent, mais où les résultats sont tout près de se concrétiser.

Mesdames et Messieurs,

Je viens de vous dire à quel point la situation a pu s'améliorer en RCA au cours de l'année écoulée, et cela de façon tout à fait mesurable.

La RCA va mieux. C'est vrai, et c'est le cas sur les plans aussi variés et importants que sont le plan sécuritaire - j'y reviendrai -, le plan humanitaire, avec la forte diminution du nombre des personnes déplacées, et le plan économique avec des indicateurs relatifs à la croissance et aux ressources financières qui évoluent désormais dans le bon sens.

La RCA vient de conduire, de Brazzaville au Forum National de Bangui, en passant par les consultations populaires à la base, un exercice inclusif de démocratie de proximité particulièrement important. Il était nécessaire que les centrafricains de toutes origines et tendances se parlent. Il était crucial que la société civile, les partis politiques, les plateformes religieuses, les minorités, et mêmes les groupes armés, puissent s'exprimer, expurger ce qu'il fallait se dire de difficile et surtout s'accorder comme ils l'ont fait sur quelques grands principes stratégiques relatifs à ce que devra être une RCA apaisée et renouvelée.

Il nous reste à mener à bien, avec l'aide de la Communauté Internationale, le processus électoral qui placera à la tête du pays un pouvoir démocratique en pleine capacité de gérer l'avenir. C'est pour la Transition une priorité claire et absolue, et seules des contraintes logistiques et budgétaires ont pu amener nos partenaires à prendre en considération le report de la date de ces élections qui se tiendront en tout état de cause avant la fin de cette année.

Mesdames et Messieurs,

Je crois à présent utile de brosser un rapide tableau des aspects sécuritaires de la situation de la RCA et de son environnement proche.

Les groupes armés sont en perte de vitesse et sous quasi contrôle des Forces Internationales qui y ont travaillé avec une grande efficacité. A cet égard, je remercie au nom du peuple centrafricain, la force française SANGARIS, la force de l'Union Africaine MISCA, et maintenant la force Onusienne MINUSCA. Je parlerai plus tard tout spécialement de la force Européenne EUFOR. La plupart de ces groupes armés a manifesté au Forum de Bangui son désir de quitter la voie de la violence illégale. Mais certains conservent un potentiel de nuisance pouvant être réactivé par des leaders souvent versatiles ou par une base qui ne verrait pas ses attentes satisfaites. En outre, une criminalité en large partie issue de ces groupes armés continue de créer de l'insécurité sur le territoire en dehors de toute préoccupation politique.

La MINUSCA, avec sa déclaration de *Full Operational Capability* (FOC) le 28 avril 2015, est désormais le principal acteur en charge de la sécurité en RCA, sans toutefois être encore à 100% de ses moyens. Ce sera sans doute le cas en août prochain.

La force française SANGARIS conserve des capacités opérationnelles robustes et son autonomie d'action, mais évoluera de plus en plus vers le seul soutien de la MINUSCA avant son retrait, non encore planifié avec exactitude par la France qui entend tenir son rôle aussi longtemps que nécessaire, mais pas au-delà.

Les dispositions relatives à l'embargo n'ont pas changé. Elles interdisent toujours l'importation d'armes en RCA et, beaucoup plus gênant dans l'immédiat, les actions de coopération opérationnelle. Elles peuvent cependant être aménagées au cas par cas avec le Comité des sanctions, pouvant aller jusqu'à autoriser la reprise d'une coopération structurelle et opérationnelle avec les partenaires. La RCA prend note de cet embargo, elle en accepte la règle du jeu, mais souhaite qu'il lui soit possible le plus rapidement possible de reprendre avec ses partenaires les activités de formation et d'entraînement qui sont indispensables et bénéfiques à la bonne tenue de toute force armée.

Les Forces de Sécurité Intérieures, Police et Gendarmerie, sont autorisées et incitées à recouvrer le maximum de leurs capacités et prérogatives. Elles bénéficient de programmes internationaux de formation et d'équipement. La récente loi promulguée portant création d'une Cour Pénale Spéciale viendra renforcer ce volet essentiel de la renaissance de la RCA, celui de la lutte contre l'impunité.

Les Forces Armées Centrafricaines, les FACA, voient au contraire l'essentiel de leurs activités opérationnelles très contraintes et encore soumises aux dispositions des mesures de confiance, en coordination avec les Forces Internationales et sous leur supervision. Leur réforme et leur réhabilitation sont autorisées, sous conditions de contrôle « droit de l'homme » et de respect des dispositions de l'embargo. Mais la remise sur pied d'une armée démocratique, professionnelle et représentative reste un effort de longue haleine qui nécessitera un appui soutenu de la Communauté Internationale. J'y reviendrai.

Au total, si ce tableau sécuritaire laisse apparaître bien des aspects positifs, il présente aussi des aspects plus délicats. Le contexte géostratégique régional de la RCA reste un souci. Les frontières sont poreuses, des pays voisins connaissent une certaine instabilité sécuritaire, des acteurs terroristes apparaissent à moins de 600 km de Bangui

(je pense à Boko-Haram), la LRA continue ses exactions à l'extrême est du territoire, un véritable pillage des ressources du pays est organisé par des acteurs de type maffieux, enfin de grands mouvements transfrontaliers de transhumance saisonnière nécessitent un suivi particulier.

Certes, la RCA va beaucoup mieux. Mais des points de fragilité demeurent et la situation géostratégique du pays mérite que l'Union Européenne se montre toujours attentive à ce qui se passe dans la région et reste le partenaire privilégié qu'elle est depuis longtemps.

Mesdames et Messieurs,

Comme je pourrai le dire tout à l'heure devant la Commission des Affaires Etrangères de votre Parlement, je connais et j'apprécie avec l'ensemble du peuple centrafricain tout ce que fait et finance l'Union Européenne depuis fort longtemps en soutien à la RCA, dans les nombreux domaines liés à l'aide au développement. Mais l'UE, c'est plus récent, aide aussi la RCA grâce à ses outils de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC).

J'ai ainsi pu apprécier l'opération militaire EUFOR déployée en sécurisation de Bangui de juin 2014 à mars 2015, qui a représenté neuf mois d'activités denses et particulièrement exemplaires pour les centrafricains. Je tiens ici à évoquer en premier lieu ceux de nos amis de l'EUFOR qui ont payé le plus cher leur engagement. Je pense aux 16 blessés de la force et à leurs familles, je pense au caporal-chef français Héryari Moana, du 126<sup>ème</sup> Régiment d'Infanterie, mort à Bangui le 5 novembre 2014 au service de la paix dans mon pays.

Je remercie ensuite votre Comité Politique et de Sécurité d'avoir permis une prolongation de trois mois de cette opération de décembre à mars dernier, ce qui a facilité une prise en compte exhaustive de la sécurité dans Bangui par la MINUSCA, alors en phase de montée en puissance.

L'EUFOR, aux ordres des généraux Pontès, Lion et Bacquet, a ainsi eu un excellent bilan opérationnel avec la sécurisation de deux quartiers parmi les plus éprouvés de Bangui. L'EUFOR a aussi laissé des traces, celle d'une approche en souplesse des sujets sécuritaires, celle de nombreux projets de développement lancés avec proximité

au profit de beaucoup de bangouais, celle enfin du nécessaire professionnalisme devant être celui d'une force militaire. C'est cette dernière trace dont la mission EUMAM est aujourd'hui le prolongateur et le vecteur privilégié au profit des forces de défense de la RCA, les FACA.

La mission de conseil EUMAM que l'UE a bien voulu déployer suite à l'EUFOR est en cours depuis presque deux mois, aux ordres du général Laugel. Je viens de me faire présenter à Bangui un premier bilan d'étape de la mission. Son action est et sera très utile pour aider la RCA à préparer l'avenir de ses Forces de Défense dans la bonne compréhension des standards internationaux régissant ce domaine. La mission se développe encore, au niveau du MINDEF comme à celui de l'EMA. Mais elle achoppera à mon sens très vite sur le problème des moyens et de la nécessité de passer du conseil à une mise en application plus concrète et visible, au risque de ne pas obtenir d'effet durable sur le fonctionnement des FACA.

Mesdames et Messieurs,

Le chef suprême des armées que je suis est particulièrement bien placé pour faire un constat sans concession sur l'état des FACA au terme de plusieurs années de crise ouverte et de décennies de mauvaise gouvernance. Actuellement, la capacité opérationnelle des FACA reste très faible pour les raisons suivantes, très clairement identifiées par mon gouvernement au cours de séminaires de réflexion internes comme ouverts à la société civile, un constat par ailleurs renouvelé au cours du récent Forum national de Bangui :

- un commandement longtemps politisé, puis désorganisé et donc fragilisé ;
- une gestion du personnel déficiente et non représentative des réalités du pays ;
- une formation et un entraînement dramatiquement limités par manque de moyens ;
- des moyens mal répartis, privilégiant les gardes présidentielles successives au détriment des FACA, restées le plus souvent le parent pauvre de la Défense ;
- des matériels de cohérence opérationnelle, des effets de soutien de l'homme, des équipements divers et même des infrastructures pillées lors de la crise et donc notoirement insuffisants pour une activité normale.

Ces faiblesses ont en outre pour conséquence de rendre extrêmement dangereuse une intégration même limitée d'ex-combattants dans un ensemble d'accueil encore trop fragile. On ne s'intègre que dans un système qui fonctionne bien. Cela pourrait donc nuire au processus global de DDRR récemment évoqué au Forum national de Bangui.

Les fragilités et les besoins des FACA sont donc immenses et ne peuvent être couverts par les seules finances de la RCA qui sont encore bien limitées. Mon gouvernement de Transition s'est pourtant déjà résolument orienté vers un effort de réforme du secteur de sécurité (RSS). Des aides existent pour les FSI, mais les FACA sont encore un peu tenues à côté de ce processus qui peine à se développer par manque de moyens et aussi par la multiplicité des acteurs en cause et des guichets auxquels la RCA doit s'adresser.

La Sécurité est un tout, nul ne peut mieux en être convaincu que votre Comité. Une RSS est forcément un effort global et interministériel. Cet effort est déjà entamé, la mission EUMAM y contribue, mais une aide de l'UE dans la durée, dépassant le simple conseil et permettant au redressement des FACA de faire un saut qualitatif durable et significatif serait donc très utile.

Mesdames et Messieurs,

Je vous ai brossé à l'instant le tableau sécuritaire concernant mon pays et il est bien loin d'être idyllique. Certes, la MINUSCA restera quelques années encore en charge de l'essentiel de la sécurité dans mon pays. Mais cela ne sera pas éternel et il est indispensable de songer à l'avenir. L'avenir, c'est une RCA apaisée, réparée, rénovée et donc capable de tenir son rôle stratégique dans une sous-région qui reste dangereuse. C'est d'ailleurs l'intérêt même des pays européens que de voir leurs partenaires africains capables de faire face aux déstabilisations de plus en plus fortes pouvant survenir chez eux. Une armée nationale incapable de contrôler son territoire et d'y protéger la démocratie, c'est une zone grise qui peut se créer et c'est éventuellement une action internationale très coûteuse qui doit être déclenchée... Combien de fois cela vous est-il arrivé ?

J'en appelle donc à obtenir une aide plus ciblée et plus opérationnelle pour les FACA. Fin 2014, j'avais demandé et obtenu un « post-EUFOR » qui s'est traduit par la

mission de conseil EUMAM. Devant vous, je souhaite maintenant obtenir une évolution de cette mission européenne vers des actions plus ciblées et accompagnées de moyens.

J'évoquais tout à l'heure l'embargo en vigueur qui me conduit à m'interdire de réclamer un réarmement, sans doute encore prématuré même s'il faudra bien qu'il vienne en temps opportun. Le moment historique que vit la RCA n'est sans doute pas encore celui du retour des armes et des canons, mais c'est avec certitude celui du réarmement moral et professionnel.

Je souhaite que la mission EUMAM, ou celle qui lui succéderait, puisse nous aider en toute priorité à mener les actions suivantes.

- Apurer les problèmes de ressource humaine des FACA, c'est-à-dire à faciliter et accompagner financièrement les départs indispensables pour pouvoir lancer un recrutement vertueux et représentatif, et pour permettre de mener un DDR dans de bonnes conditions.
- Appuyer la remise à niveau et la formation d'adaptation à un nouveau contexte des officiers et sous-officiers des FACA, c'est-à-dire nous faire disposer des cadres qui piloteront la réforme souhaitée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies. J'y vois une action du type de ce que la République Fédérale d'Allemagne a su faire au moment de la réunification allemande pour mettre les anciens cadres de l'armée est-allemande soviétiforme au standard démocratique occidental.
- Rendre opérationnels en toute priorité les moyens du Service de Santé et du Génie, c'est-à-dire disposer de moyens capables d'auto-réhabiliter les forces de défense et de les installer sur l'ensemble du territoire, avec le bénéfique impact civique et social qui en découlera pour les collectivités locales.

Une telle mission permettrait en quelques mois, comme le réclament les résolutions de l'ONU, d'établir les fondations éthiques et techniques de Forces Armées Centrafricaines modernisées, c'est à dire d'un outil militaire professionnel, représentatif et équilibré qui sera celui de la RCA pour plusieurs générations, et qui répondra :

- sur le plan intérieur, au grand souhait de la population centrafricaine, comme on a pu l'entendre lors des consultations populaires et au Forum national ;



- sur le plan extérieur, à l'intérêt même des gouvernements européens, forcément concernés par la situation dans une Afrique centrale où il est vital pour eux de ne pas laisser s'installer de vide stratégique.

Mesdames et Messieurs, Il est temps de conclure.

La RCA va mieux, et l'UE a beaucoup fait pour cela. Le peuple centrafricain en est très conscient et vous en est très reconnaissant.

Mais la route qui mène à une sortie de crise complète est encore longue, en particulier sur le plan sécuritaire. La mise sur pied de Forces de Défense de qualité reste une étape incontournable sur ce chemin. Abandonner la RCA au milieu du parcours rendrait sans effet durable, les énormes efforts déjà consentis par les citoyens contribuables européens. Nous accompagner encore une étape nous évitera de nous essouffler ou de nous perdre.

Je souhaite en avoir convaincu votre Comité.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie pour votre attention.